

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le 13/09/2022

Nos réf. : SAU/NC/NS n° 22-393

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2022

Contexte et constats

Publié  **GÉORISQUES**

sur

PETIT BATEAU

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard
B.P. 525
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2022 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre de l'opération coup de poing "surveillance des rejets" menée par le Service Prévention des Risques Anthropiques de la DREAL Grand-Est.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETIT BATEAU
- 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard B.P. 525 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblissement et confection mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

La société PETIT BATEAU appartient au groupe ROCHER qui possède les marques telles que Yves Rocher, Dr Pierre Ricaud, Daniel Jouvance, Stanhome-Kiotis, ... et emploie près de 15 000 personnes (2015). Il s'agit d'un groupe d'envergure internationale dont le siège social est implanté dans le Morbihan.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets
- Risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Température des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 9.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois
11	Fréquences d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 11.1	/	Lettre de suite préfectorale	Immédiat

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
2	Entretien et suivi des installations de traitement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
3	Respect des VLE (eaux résiduelles)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34	/	Sans objet
4	Accès aux exutoires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
5	Exigence d'accréditation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
6	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
7	Mesure du débit et prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
9	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations contrôlées sont en conformité vis-à-vis de la majorité des prescriptions contrôlées. Seules les fréquences d'analyse et la température des eaux résiduaires rejetées font l'objet de non-conformités. Considérant les démarches en cours menées par l'exploitant et les faibles enjeux associés à ces non-conformités, il est proposé à madame la préfète de l'Aube de rappeler à l'exploitant ses obligations par le biais d'une lettre de suite préfectorale, associée à différents délais selon la non-conformité considérée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un plan de ses réseaux datant de 2017. Il déclare mettre ce plan à jour autant que nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien et suivi des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de traitement (...) sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations de traitement sont correctement entretenues. La maintenance des équipements est assurée par Véolia.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Respect des VLE (eaux résiduaires)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : - MES : 600 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.
Constats : Les valeurs maximales journalières renseignées sur l'application de télédéclaration GIDAF pour la période s'étalant de septembre 2021 à août 2022 sont les suivantes : - MES : 590 mg/L ; - DBO5 : 470 mg/L ; - DCO : 1721 mg/L ; - Azote globale : 41,1 mg/L ; - Phosphore total : 16,1 mg/L.
Observations : Les rejets sont conformes aux valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Les valeurs limites d'émission, plus restrictives, définies dans l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral n°03-4047A du 17 novembre 2003 ne sont plus applicables depuis le 31 décembre 2005. Un arrêté préfectoral complémentaire visant à redéfinir ces VLE est en cours d'élaboration par l'inspection des installations classées sur la base des informations transmises par l'exploitant dans le cadre des démarches RSDE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès aux exutoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les points de rejets d'eaux résiduaires et d'eaux pluviales sont aisément accessibles et permettent des interventions en sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exigence d'accréditation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre. Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les échantillons sont préparés puis analysés par Aqualyse Laboratoire, agréé et accrédité cofrac.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (..) S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : Les analyses et la préparation des échantillons sont assurées par Aquanalyse Laboratoire, un prestataire extérieur agréé et accrédité cofrac. L'exploitant déclare que les appareils de mesure en continu (débit, pH et température) sont entretenus et étalonnés de manière hebdomadaire par son prestataire Véolia. L'exploitant présente le jour de l'inspection le dernier rapport d'audit mené par Lata Eaux et Assainissement (LEA), agréé pour la mesure du pH et de la température.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure du débit et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-après sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. [Tableau] 1°) la détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. 2°) lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Les installations de traitement sont équipées à l'amont et à l'aval de dispositifs de prélèvements sur 24 heures asservis au débit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Les résultats des analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance sont transmis à l'inspection des installations classées mensuellement via l'application de télédéclaration GIDAF, conformément à l'article 11.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°03-4047A du 17 novembre 2003.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement (...) déclare : <ul style="list-style-type: none">- les émissions (...) dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II (...) dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe (...);- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/an ;- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret (...) <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, (...) une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
Constats : Les télédéclarations réalisées sur l'application GEREP sont à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Température des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 9.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent respecter les valeurs suivantes : [tableau]
Constats : Les résultats transmis via l'application de télédéclaration GIDAF entre septembre 2021 et août 2022 montrent des dépassements réguliers de la température maximale de 30°C imposée aux effluents. 49% des valeurs déclarées dépassent ce seuil, pour une température maximale de 40°C mesurée.
Observations : Il est proposé à madame la préfète de rappeler à l'exploitant ses obligations par le biais d'une lettre de suite préfectorale imposant un retour à la conformité à l'exploitant sous un délai de 1 an. Ce délai se justifie par le fait que l'exploitant étudie actuellement des solutions de réduction de consommation d'eau dans son process, et que ces réductions vont naturellement impacter la qualité des effluents rejetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois

N° 11 : Fréquences d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2003, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après. Rejet des eaux usées industrielles : [tableau] [...]
Constats : Les résultats transmis via l'application de télédéclaration GIDAF montrent que les fréquences d'analyse sont seulement en partie conformes à celles prescrites. En effet, certaines analyses sont manquantes, en particulier pour les paramètres surveillés de manière hebdomadaire (MES, DCO et DBO5). Pour exemple, les semaines du 21 au 27 février 2021 et du 23 au 29 mai 2022 ne présentent pas de résultats d'analyses.
Observations : Il est proposé à madame la préfète de rappeler à l'exploitant ses obligations en termes de fréquence de suivi de ses rejets par le biais d'une lettre de suite préfectorale imposant un retour à la conformité immédiat de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : Immédiat